

marco cicchini

Mirko D. Grmek, *La vie, les maladies et l'histoire*, éd. par Louise L. Lambrichs, et *La guerre comme maladie sociale et autres textes politiques*, éd. par Louise L. Lambrichs, préface d'Alain Finkielkraut. Paris, Seuil, 2001. 286 p. et 262 p.

Telle la figure de Janus, le même tourné vers deux horizons qui se font face, deux portraits photographiques ornent chacun des versants de ce coffret qui contient *La vie, les maladies et l'histoire* ainsi que *La guerre comme maladie sociale et autres textes politiques*. Deux volumes distincts qui donnent à voir la double physionomie de l'historien des sciences et du militant de la cause croate que fut Mirko Drazen Grmek, disparu en mars 2000. Edités par Louise L. Lambrichs, veuve de l'auteur, ces ouvrages rendent ainsi hommage à un homme de science qui a volontairement investi le monde de la politique avec son outillage scientifique.

La vie, les maladies et l'histoire est d'abord un court récit autobiographique de caractère programmatique mais qui reconstitue de manière fluide le parcours intellectuel de Grmek. A ce premier texte est joint un récit plus long et plus intime composé par Louise Lambrichs, qui alterne commentaires et notes autobiographiques. Une sorte de doublon décalé par rapport au premier récit que l'éditrice du coffret justifie par le souci de «faire entendre [la] voix vive» de l'absent (*La vie* : 85). Finalement une bibliographie clôt ce premier volume avec un inventaire de 1160 publications comprenant certes les livres, les diverses éditions critiques et les articles (scientifiques et politiques) mais aussi les comptes rendus, témoignant par là des intérêts variés et surtout des sources intellectuelles à partir ou à distance desquelles a pu travailler Grmek.

Le second volume, *La guerre comme maladie sociale et autres textes politiques*, compile une vingtaine d'articles parus en croate et en français entre 1990 et 2000, une période qui cadre avec l'émergence des tensions nationalistes dans l'ancienne Yougoslavie, la guerre sur territoire croate et son extension en Bosnie-Herzégovine. L'articulation des articles est toutefois rendue complexe tant par leur forme hétéroclite que du fait de leur contexte d'énonciation souvent fort différent. Les textes sont regroupés en quatre thèmes établis par l'éditrice: «Alerter l'opi-

nion française», «Convaincre les intellectuels», «L'engagement aux côtés des Croates de France», «L'engagement en Croatie» auxquels est finalement jointe la dernière interview, testamentaire, réalisée quelques jours avant son décès. Les notes d'édition de L. Lambrichs tentent l'unité thématique des textes, mais le problème essentiel de la chronologie demeure : tantôt les interventions éditoriales optent pour la mise à jour (par exemple avec l'usage de l'adjectif «bosnien» dans la traduction d'articles de 1993, alors que le terme en est postérieur), tantôt elles visent la recontextualisation (en parlant du «conflit actuel», *La guerre* : 16).

Placée au cœur de cette entreprise éditoriale, la possibilité de «faire le lien» (*La vie* : 83) entre les multiples facettes des écrits de Mirko Grmek se donne comme un *a priori* incontournable de sa personnalité, du fait même que les deux volumes ne peuvent se vendre séparément. L'engagement militant du scientifique est proclamé, montré, mais trouve-t-il une place dans les débats sans cesse renouvelés en sciences humaines sur les rapports entre science et politique ? De la neutralité axiologique weberienne à la figure de l'intellectuel engagé, aucune des postures possibles et concurrentes dans ce débat ne se donne à voir sous une quelconque forme d'évidence. Les tensions entre champs scientifique et politique sont articulées par des dynamiques complexes qui ne peuvent se penser en dehors des contextes dans lesquels prennent forme les débats et les postures adoptées. Dans cette optique, prétendre lier «vie et travail intellectuel» impliquerait une réflexion sur le contexte des guerres récentes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine et sur la pensée scientifique de Grmek. L'enjeu est ici plus modeste. Stimulée par cette double publication, la lecture en a été orientée sur la nature et la forme du lien attachant le savant au politique.

Mirko D. Grmek, né en 1924, suit une formation de médecin mais «contre l'éclatement des spécialités» (*La vie* : 11), il s'oriente vers l'histoire de la médecine, discipline qui permet à ses yeux de concilier monde scientifique et sciences humaines. Sa carrière, qui débute en Croatie, trouve consécration à l'étranger et surtout en France, où il soutient sa thèse sous la direction de G. Canguilhem, en 1971,

notes de lecture

sur le «Raisonnement expérimental et recherches toxicologiques chez Claude Bernard»¹, puis à l'École pratique des hautes études où il occupe le poste de directeur d'études de 1973 à 1989.

Bien que passionné de science, comme en atteste les comptes rendus de la bibliographie, il se méfie de l'histoire scientifique triomphaliste (une histoire de la science ou de la médecine lue comme progrès continu) qu'il qualifie de «mythique». Son approche de la maladie est plutôt critique, ou dynamique : il privilégie une histoire des connaissances et des actions médicales attentive aux contextes qui les conditionnent. Dans ce sens, Grmek a souvent rappelé la distinction qui existe en anglais entre *disease* «réservé à la conceptualisation des maladies par les médecins» et *illness* «utilisé pour désigner l'expérience directe du malade» (*La vie* : 22), alors que le français ne connaît que le terme de «maladie». Sa conception de l'histoire de la médecine, insistant «sur les aspects constructivistes des entités nosologiques» (*La vie* : 31), lui a permis de formuler le concept de pathocénose, dès la fin des années 1960. Défini comme l'«ensemble qualitativement et quantitativement défini des états pathologiques présents dans une population donnée à un certain moment» (*La vie* : 29), ce concept novateur dans la discipline permet d'appréhender les multiples ressorts de la maladie dans un contexte donné. Son *Histoire du sida. Début et origine d'une pandémie actuelle* (1989) emblématise particulièrement bien cette approche soucieuse des représentations de la maladie, autant que des définitions cliniques. Grmek montre ainsi que le sida est une maladie émergente - plutôt que «nouvelle» - rendue visible et diffuse à partir des années 1980 précisément par une rupture de la pathocénose.

En quoi consiste la mobilisation de Grmek dans le monde politique ? Hormis l'opposition qu'il manifeste dans sa jeunesse contre l'alignement temporaire de la Yougoslavie à la politique soviétique, son engagement politique - il se définit comme démocrate - s'amorce au début des années 1990 pour soutenir les aspirations indépendantistes croates². A cette même époque des élections libres portent aux pouvoirs le parti nationaliste de Franjo Tudjman (HDZ) en République de Croatie, qui fait alors partie de l'Etat fédéral yougoslave. Début 1991, il est

membre fondateur du CRICCF (Conseil représentatif des institutions et de la communauté croates en France), premier président de l'AMCA (Association des anciens étudiants des universités croates), puis participe en janvier 1993 à la fondation de l'Initiative internationale croate. Avant même que la Croatie ne soit reconnue comme Etat souverain, Grmek se voit proposer le poste d'ambassadeur en France, qu'il refuse par indépendance politique.

Dans la presse française (*Le Monde*, *Le Quotidien de Paris*, *Le Figaro*, etc.) et dans divers articles plus approfondis, il intervient d'abord pour combattre les stéréotypes en usage qui isolent la Croatie dans une tradition de collaboration avec l'Allemagne nazie et idéalisent la résistance anti-fasciste des Serbes. Il revoit les chiffres des victimes de la Seconde Guerre mondiale, données jusque-là instrumentalisées par la bureaucratie titiste, revient sur la distinction manichéenne entre *oustachis* et *tchetniks* et dénonce la politique hégémonique de la Serbie de Milosevic. Au moment du bombardement de la ville de Dubrovnik en 1991, il propose un mot nouveau, mémoricide, pour désigner les actes de destruction délibérés de patrimoine culturel «sachant qu'en latin tardif, *memoriae* désigne non seulement les souvenirs mais aussi les monuments historiques» (*La guerre* : 32). En Croatie, il se fait entendre pour signaler les initiatives de soutien à la Croatie qui existent en France et, non sans réserves sur la limitation des libertés démocratiques, il soutient Tudjman «en tant que créateur de l'Etat croate» (*La guerre* : 243) durant son premier mandat présidentiel («on ne change pas de capitaine au beau milieu de la tempête» (*La guerre* : 181 ; 196)³.

¹ Edition de librairie parue en 1973, chez Droz.

² Dans la dernière interview, Grmek constate que dans sa vie «à deux reprises c'est la politique qui s'est occupée de [lui]» (236). On pourrait ajouter un troisième épisode décrit dans le volume *La vie, les maladies et l'histoire* (96-107). Durant la Seconde Guerre mondiale, alors qu'il est en Italie pour instruction militaire, Grmek se réfugie en Suisse fin 1943 et il entre dans une activité de résistance en France à la suite du débarquement allié en Normandie.

³ On regrette d'ailleurs de ne trouver explicitement dans les textes retenus cette distance «avec la politique menée en Bosnie par le gouvernement de Franjo Tudjman» annoncée dans la préface signée par Alain Finkielkraut (*La guerre* : ii).

notes de lecture

Tels que les décrits Mirko Grmek dans ses récits autobiographiques, monde politique et monde scientifique sont clairement distincts l'un de l'autre. Si les interdépendances sont possibles, elles sont envisagées par Grmek comme dépendantes d'une volonté explicite du savant. Dans sa dernière interview, il considère, par exemple qu'il a «utilisé [sa] notoriété et [son] autorité scientifique pour la défense des intérêts croates» (*La guerre* : 237). Même s'il ne s'engage activement qu'au moment de la retraite académique (coïncidence chronologique ?), il continue jusqu'à la fin de sa vie des activités scientifiques importantes, comme auteur, chercheur et éditeur⁴. Sur le plan théorique, les relations de l'un à l'autre des champs sont même justifiées. Ce qui sert effectivement de lien entre le savant et le militant, ce sont des analogies d'objets et de méthodes qui ont mûri dans le giron scientifique avant de trouver une application en terrain politique, des ponts volontaires que Grmek a voulu dresser entre les deux territoires.

Dans «L'ex-Yougoslavie : la guerre comme maladie sociale», un entretien paru dans *Le Messager européen* en 1996, Grmek explicite son intérêt pour la politique. La guerre, constate-t-il, «force à choisir un parti»; en outre, il se sent «animé par un intérêt scientifique dans la mesure où [il] considère la guerre comme un phénomène pathologique» (*La guerre* : 100). Des idéologies comme le nazisme, la dictature du prolétariat ou le nettoyage ethnique lui semblent appartenir au domaine de la pathologie sociale. Il n'étudie pas «les maladies des individus, mais une épidémie psychosociale, une maladie morale des groupes humains» (*ibid.* : 101). En effet, au-delà du tour rhétorique (comparaison, métaphore), Grmek propose une analogie fonctionnelle entre la guerre et la maladie. Partant du fait que les maladies sont conçues comme des désordres de différents niveaux - depuis le XVIIe siècle, le siège des maladies a été identifié dans des portions toujours plus infimes de l'individu - «pourquoi ne pas aller plus loin dans la direction opposée et parler de maladies de la société, au sens propre et littéral ?» (*La vie* : 28). La guerre est alors un symptôme possible de maladie sociale. Qu'une personnalité dirigeante influence soit «malade» et la société dans son ensemble en pâtit «comme quand quelques cellules malades provo-

quent une réaction de l'organisme» (*ibid.*). A ses yeux, une telle association permet de faire le lien entre le domaine scientifique - plus spécifiquement les sciences naturelles - et le champ de lutte des forces sociales, le politique. Cependant, Grmek semble ici oublier que les investigations portées sur le monde social impliquent un rapport à l'objet dans lequel est forcément pris l'observateur (Elias). Comment dès lors désigner les médecins légitimes de la société, les entités socio-nosologiques, ou encore les moyens thérapeutiques opératoires ? Les idéologies, auxquelles adhèrent les membres du corps social, peuvent-elles être désignées comme pathologiques par leurs propres partisans, comme le ferait un patient de sa maladie suivant l'acception anglaise d'*illness* ? Autant d'aspects qui, laissés dans le silence par Grmek, rendent l'analogie, en l'état, fragile.

Ce que Mirko Grmek désigne par «études ethnopsychologiques» représente un autre «pont entre la politique et la science» (*La guerre* : 240) qu'il a à plusieurs reprises justifié dans ses entretiens. Pris au centre des débats, *Le Nettoyage ethnique : documents historiques sur une idéologie serbe* (1993) est par ailleurs un élément saillant de son implication politique⁵. Ce livre s'appuie sur des documents administratifs, littéraires et politiques, du XVIIIe au XXe siècles ; il retrace l'origine d'un concept et d'une pratique qui font alors rage dans l'espace de l'ancienne Yougoslavie. L'ouvrage se veut comme une réponse aux allégations d'historiens pour qui l'usage du nettoyage ethnique par les troupes serbes ne serait qu'une réaction à cinquante ans de distance aux agissements des Croates durant la Seconde Guerre mondiale. Contre les accusations d'amateurisme qui lui sont adressées (notamment par l'historien serbe Ivan Djuric, *La guerre* : 128), Grmek réplique par sa qualification d'historien des

⁴ Notamment *L'Histoire de la pensée médicale en Occident* (3 vol., 1995, 1997, 1999).

⁵ Le texte est paru chez Fayard. Grmek admet avec beaucoup de sincérité qu'il a pu «bénéficier d'une notoriété et d'un crédit certains» pour cette publication alors qu'il était lui-même directeur de la collection «Penser la médecine» chez ce même éditeur (*La guerre*, p. 186). Il a élaboré le livre avec deux amis croates, Marc Gjidar, professeur de droit, et Neven Simac.

notes de lecture

sciences et surtout d'historien des mentalités rattaché à la tradition de l'école des Annales (*ibid.* : 167 ; 190). Si l'affiliation a valeur de caution, Grmek évite d'évoquer les débats sur l'histoire des mentalités, nombreux et loin de faire l'unanimité. Sans développer les termes du débat, on peut rappeler qu'il a souvent été fait mention de la confusion entre l'objet d'étude (la mentalité) et le mode explicatif qu'il induit. G. Lloyd a notamment mis en évidence l'aspect tautologique du discours sur les mentalités : prouver une mentalité particulière n'est que redécrire les éléments qui paraissent étranges au moment du postulat de départ. En reprenant les termes de la discussion, Ricœur a fait noter à juste titre que la notion de mentalité a permis un élargissement documentaire dans le travail historien, et qu'en tant qu'objet, *explicandum*, il continue de désigner « le croyable disponible à une époque ». Une tare originelle continue cependant d'accompagner le terme en question, ayant été canonisé, par Lévy-Bruhl, pour désigner une mentalité prélogique et mystique, propre aux peuples primitifs. Dans ce sens la notion de mentalité se remplit *d'a priori* et de préjugés véhiculés par l'observateur. La position de qui énonce la mentalité est problématique puisqu'il s'agit d'un ensemble de croyances perçues par l'observant comme dissemblables et obscures, étranges et paradoxales. Dans le cas précis des usages politiques du terme de mentalité qu'en fait Grmek, la notion s'applique autant aux collectivités (les nations de l'ex-Yougoslavie) qu'aux individus (en l'occurrence Tudjman), et toujours avec l'idée, tantôt explicite, tantôt implicite, que la mentalité décrite doit se transformer, évoluer⁶. Dans le contexte des guerres en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, un observateur qui prend position peut-il dès lors recourir sereinement à la notion de mentalité, en tant que méthode historique ou en tant qu'objet ?

Cette lecture des liens entre savant et militant ne cherche en rien à invalider la qualité exceptionnelle du chercheur ni celle du militant ou à minimiser la foi intime qui a animé chacune des démarches de Mirko Grmek. Les tentatives de transposition ou de traduction d'un champ à l'autre, le passage d'une démarche historique à une démarche engagée paraissent ne se réaliser que difficilement sans glissement, si ce n'est méthodologique, du moins conceptuel : les ponts demeurent fragiles. Une explicitation minutieuse des liens entre champs scientifique et politique demande en réalité souvent plus qu'une profession de foi, aussi sincère soit-elle. On reprochera dans ce sens à l'éditrice des deux volumes d'avoir donné comme allant de soi (l'humanisme engagé) une posture construite et pensée suivant des modalités précises, bien qu'en l'occurrence problématiques. Grief qui n'enlève en rien la qualité documentaire de ce coffret et surtout la précieuse bibliographie qu'il contient.

Marco Cicchini
marco.cicchini@pse.unige.ch

Références

- Elias N. (1993), *Engagement et distanciation* [1983], Paris, Fayard (coll. Pocket).
- Lloyd G.E.R (1993), *Pour en finir avec les mentalités*, Paris, La Découverte.
- Ricœur P. (2000), *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil.

⁶ Les cinq occurrences recensées sont traduites du croate. Grmek aurait-il utilisé un autre mot en français ?